

LA LETTRE

DE JUSTICE ET PAIX

LE «TOUT EST LIÉ» DE LÉON XIV

Le grand et long voyage du pape Léon XIV en Algérie, au Cameroun, en Angola puis en Guinée Équatoriale, tout africain que soit son parcours, a une portée universelle. Dans quatre pays gouvernés par des régimes autoritaires, il a dénoncé sans ménagement les « despotes et tyrans du corps et de l'esprit » et encouragé les populations – notamment les chrétiens – à défendre leurs droits et à s'engager: « *la foi ne sépare pas le spirituel du social. Au contraire, elle donne au chrétien la force d'interagir avec le monde, pour répondre aux besoins des autres, en particulier des plus faibles* ».

Message résonnant au-delà des frontières, car les propos du Pape s'adressaient également aux pays ou aux multinationales, puissants et riches, qui exploitent à leur profit les richesses de l'Afrique. Pour lui en effet, comme pour François, « *tout est lié* »: pour construire la paix, il faut oser la « *réconciliation profonde des cœurs* », cesser de faire passer « *l'intérêt de son camp avant le bien commun* », « *lutter contre les ravages environnementaux et sociaux causés par la course aux matières premières et aux terres rares* », « *briser les chaînes de la corruption* »... Et maîtriser, sujet capital pour lui, les conséquences du développement de l'intelligence artificielle.

Dominique Quinio, JPF



Militaires et colons israéliens armés près du village palestinien d'Iraq Burin © ISM Palestine

OÙ VA ISRAËL ?

Le Parlement Israélien a adopté deux textes sur la peine de mort pour les Palestiniens auteurs d'attaques meurtrières considérées comme terroristes. Ces lois sont conçues pour ne s'appliquer qu'aux Palestiniens et pas aux juifs israéliens qui pourraient commettre de tels actes en Cisjordanie occupée. Elles renforcent un système qui nie déjà aux Palestiniens le droit à un procès équitable et à la protection contre la torture et les traitements inhumains. Elle crée un risque imminent d'exécutions de certains des Palestiniens déjà détenus dans les prisons en Cisjordanie.

Ces lois seront examinées au cours du mois de mai par la Cour suprême d'Israël, car elles soulèvent de graves problèmes de droit: les procès risquent de ne pas être équitables puisqu'instruits par des tribunaux militaires en Cisjordanie occupée; ces textes peuvent être considérés comme violant la Loi fondamentale de l'État d'Israël qui repose sur la liberté et la dignité humaine ainsi qu'un certain nombre de textes internationaux. La Cour suprême va se trouver devant un dilemme: comme le gouvernement veut limiter son pouvoir, si elle bloque les lois, elle aggravera la crise institutionnelle et l'affrontement entre le pouvoir judiciaire et l'exécutif.

Le gouvernement actuel d'Israël éloigne encore plus le pays de l'état de droit. Même avant la tragédie du 7 octobre, Benyamin Netanyahu avait commencé à réduire l'indépendance des magistrats et de la presse (provoquant d'immenses manifestations d'opposants). Mais aujourd'hui, après l'horreur des massacres causés par le Hamas, la société civile israélienne est toujours sous le choc. Bien sûr Israël est fondé à se défendre, mais le bilan actuel est insupportable: la bande de Gaza est détruite, plus de 72 000 Gazaouis ont été tués, la Cisjordanie est, de fait, entièrement occupée, plus de 1 000 Palestiniens ont été tués par les colons et par l'armée; plus de 20 000 ont été arrêtés et emprisonnés (plus de 100 sont morts en détention sous la torture et les mauvais traitements).

Israël est en train de participer à la destruction progressive du socle du droit international constitué depuis 80 ans. La démocratie en Israël s'abîme et abîme la notion d'éthique qui doit tant au monde juif et qui est l'un des fondements du préambule de la *Déclaration universelle des droits humains* de 1948.

Marc de Montalembert
Justice et Paix France

« RÉSISTER À LA DÉSESPÉRANCE »

Cuba et les Cubains sont peu présents dans nos médias. Les figures tutélaires ont disparu, leurs successeurs se débattent pour maintenir un système fermé à bout de souffle. Le blocus américain n'arrange rien. Les Cubains souffrent de plus en plus. L'Église agit tant qu'elle peut, dans les limites imposées. La population attend le changement.

C'est l'une des dernières paroles que j'ai entendues avant mon départ de Cuba en février de la bouche d'une grand-mère qui vit avec son petit-fils, la mère du garçon étant partie à l'étranger pour essayer de gagner un peu d'argent.

J'ai passé deux ans dans ce pays si attachant. Notre communauté de Taizé y est présente depuis dix ans dans une petite ville. Depuis l'Europe, il est difficile d'imaginer la précarité qui paralyse ce pays. Elle s'est aggravée ces derniers mois mais elle fait souffrir le peuple depuis de nombreuses années. Même si les causes s'en trouvent en partie à l'extérieur du pays, les gens sont en général catégoriques : « *C'est nous, notre pays, qui en est le premier responsable.* »

Manque de nourriture et de médicaments, nombreuses coupures d'électricité non annoncées et de durée variable, allant jusqu'à plusieurs jours de suite. Faute d'investissements, tout se dégrade : bâtiments, routes, machines agricoles, etc. Il s'ensuit une dégradation grave de la vie civique qui s'exprime par exemple par l'augmentation des vols, ce qui accroît la peur des gens. Un très grand nombre de Cubains choisissent l'exil. Ils soutiennent matériellement les leurs qui sont restés.

Les chrétiens sont une petite minorité, les catholiques étant plus nombreux que les protestants. La « santería », une religiosité qui plonge ses racines en Afrique, est bien présente. Autrefois l'Église catholique l'avait interdite, mais elle a évolué en cachette et se pratique aujourd'hui au grand jour.

L'Église est devenue de plus en plus un lieu d'espérance. Le crédit de confiance que les gens – et pas seulement les chrétiens – placent en elle augmente. Je vois trois raisons à cela.

➤ D'abord elle est un lieu de solidarité. J'ai pu en faire l'expérience en

aidant dans la paroisse à la distribution de repas trois fois par semaine. Avec le temps une amitié a grandi avec ces personnes qui sont parmi les plus pauvres de cette ville. J'ai été témoin de la solidarité vécue entre eux. Quelqu'un a-t-il besoin de paracétamol (une denrée extrêmement précieuse!) ? Alors, littéralement, celui qui en a deux pastilles en donne une à celle ou celui qui en a besoin maintenant. La solidarité marque toute la communauté de la paroisse : cela se voit par exemple dans les visites aux malades (le ministère de leur porter l'eucharistie est très développé), ou dans l'accompagnement à l'hôpital (quelqu'un doit rester avec la personne malade 24 heures sur 24 heures, car les soins fournis sont extrêmement réduits). L'Église est donc un lieu de fraternité authentique, même si les moyens à sa disposition sont précaires. Solidarité matérielle, mais aussi humaine : elle est pour les gens une zone sans mensonge. Les évêques veillent à cette solidarité. Ils ont publié une *Prière pour notre peuple* qui est souvent lue dans les paroisses et, tout récemment encore, ils ont demandé dans une lettre pastorale des changements « *politiques, sociaux et économiques* ».

➤ Le nombre de baptêmes et confirmations augmente. À côté de nouveaux chrétiens, il y a celles et ceux qui ont été baptisés mais qui ont mis leur appartenance à l'Église en veilleuse pour protéger leur carrière professionnelle de la surveillance très stricte des autorités qui exigeaient d'être athées pour accéder à certains métiers. En prenant leur retraite, il y en a qui reviennent à l'Église.

➤ Les responsables d'Églises font tout pour garder vivante l'espérance qui nous vient de la foi. Dans notre paroisse catholique, ainsi que dans



Vierge de la Caridad de Cobre. © DR

les églises protestantes que j'ai fréquentées, chaque sermon présentait un encouragement à l'espérance qui nous vient de l'Évangile. Et, ce qui est encore plus important et impressionnant, des gens parmi les plus pauvres disent facilement : « *Dieu va nous aider.* » Telle la maman de trois enfants qui ne savait pas si elle arriverait à envoyer les trois à l'école après les vacances d'été puisqu'elle n'avait pas assez d'argent pour acheter les uniformes, les chaussures et les cartables. Elle s'en est remise à la Providence et à la Vierge Marie et elle y est arrivée. La vénération de Marie marque profondément le peuple cubain. La « Virgen de la caridad » à Cobre, lieu de pèlerinage national à l'est du pays, tient une place importante dans le cœur des Cubains. La foi populaire est un soutien énorme.

Beaucoup de visages restent gravés dans ma mémoire. Prions pour ce peuple éprouvé. Que la joie, tellement ancrée dans la mentalité cubaine, ne tarisse pas, mais qu'elle puisse éclater !

Frère Alois,
communauté de Taizé

CUBA : ENTRE CRISE ET ESPOIR

Ces derniers jours, Cuba fait la une des médias et, souvent, on assiste à des analyses et des jugements hâtifs, superficiels, partiels ou réducteurs. D'autres fois, on parle de Cuba avec des points de vue influencés par des idéologies ou des schémas dépassés. La nostalgie de mai 1968 ou les fantômes de la « guerre froide » continuent de tenter de soutenir un mythe sur Cuba qui s'est effondré depuis des années sous le poids de la réalité.

Je vais tenter de me pencher sur cette même réalité à Cuba aujourd'hui, là où je vis, en tant que Cubain chrétien, et où je travaille en tant que directeur du Centre d'études Convivencia (www.centroconvivencia.org), le premier groupe de réflexion indépendant à Cuba, né de mon expérience en tant que membre du Conseil pontifical Justice et Paix.

La réalité économique de Cuba aujourd'hui peut être décrite comme une crise terminale accompagnée d'une « défaillance multiviscérale », dont la cause principale réside dans le modèle économique centralisé, étatiste et dépendant d'énormes subventions extérieures, provenant d'abord de l'Union soviétique, puis, jusqu'au début de l'année 2026, du Venezuela. Attribuer la crise agonisante actuelle à l'embargo américain et non à l'échec du modèle totalitaire relève d'un de ces biais idéologiques. Deux causes principales sont à l'origine de cette crise jusqu'en 2025 : l'inefficacité du modèle et la cessation des subventions. L'embargo pétrolier des derniers mois de 2026 a aggravé ce qui ne fonctionnait déjà plus.

La réalité politique actuelle de Cuba se caractérise par l'épuisement de l'idéologie marxiste-léniniste, imposée par un régime totalitaire ; par l'absence d'un projet politique renouvelé, pragmatique et non autoritaire ; ainsi que par le manque de dirigeants politiques intègres, capables de mobiliser les masses et animés d'une vocation démocratique. À tout cela s'ajoute l'effondrement des structures politiques dû à

Diarlo de Cuba © JPF



l'abandon de l'idéologie et des mythes qui ont donné naissance à ce projet politique désormais épuisé. Les manifestations croissantes qui ont éclaté à partir du 11 juillet 2021 dans toute l'île témoignent de la situation politique que traverse actuellement Cuba.

La réalité sociale cubaine se caractérise par des taux croissants d'extrême pauvreté, le manque d'électricité, d'eau potable, de denrées alimentaires de base et de médicaments indispensables, le manque de logements, l'effondrement des transports et des communications, ainsi que la détérioration des systèmes de santé et d'éducation. Tout cela, conjugué à l'absence de projet de vie, à la répression croissante de toute dissidence et au refus de toute évolution face à la nécessité de changements structurels, a entraîné une détérioration sociale notable, une augmentation de la corruption et un effondrement des valeurs morales et civiques. Tout cela a provoqué un exode massif et imparable qui a réduit la population de l'île de plus de deux millions d'habitants.

Mais le problème le plus grave et le plus durable de Cuba est le préjudice anthropologique causé par le totalitarisme, que j'ai défini comme « *l'affaiblissement, la lésion ou la rupture des facultés cognitives, émotionnelles et volitives, ainsi que des dimensions éthique, sociale et spirituelle de la personne humaine, en tout ou en partie, selon le degré de détérioration ou de perturbation causé, bien*

que l'essence de la personne humaine et sa dignité soient toujours préservées ». La famille et l'Église auront une mission importante et indispensable dans la guérison de ce préjudice infligé à la personne humaine.

Plusieurs signes d'espoir commencent à annoncer l'aube d'une nouvelle étape dans l'histoire de Cuba. En voici quelques-uns : un éveil de la conscience critique chez les citoyens ; l'effondrement des mythes de la révolution ; un regain d'intérêt pour le spirituel transcendant ; l'identification des responsables de cette catastrophe existentielle ; une renaissance de la société civile ; une plus grande disposition des Cubains de la diaspora à contribuer à la phase de reconstruction du pays ; le sentiment que le changement systémique et structurel est plus proche ; et un exercice de prospective stratégique qui, pour la première fois depuis 11 ans, vise à réfléchir, anticiper et planifier l'avenir démocratique de Cuba.

Cet exercice a été mené par le Centre d'études Convivencia avec des penseurs, des universitaires et des citoyens vivant sur l'île et dans la diaspora. Dans de prochains articles, nous pourrions présenter les visions et les propositions que ce groupe de réflexion publie sur www.centroconvivencia.org/propuestas et qu'il propose à tous ceux qui souhaitent œuvrer à la reconstruction de Cuba.

*Dagoberto Valdés Hernández^[1]
(Pinar del Río, Cuba, 1955)*

[1] Docteur en sciences humaines de l'Université Francisco de Vitoria, 2025. Master en action politique de l'UFV, 2019. Fondateur et directeur du Centre de formation civique et religieuse et de sa revue *Vital* (1993-2007). Fondateur et directeur du Centre d'études Convivencia et de sa revue *Convivencia* (2007-). Membre du Conseil pontifical Justice et Paix (1999-2007). Parmi ses ouvrages publiés : *Reconstruire la société civile : un projet pour Cuba* (1997) ; *Cuba : liberté et responsabilité* (2005) ; *Éthique et civisme* (2014) ; *Le préjudice anthropologique à Cuba et sa guérison* (2026).



Péter Magyar © Norbert Banhalmi

L'EUROPE TOURNE LA PAGE ORBAN, AVANT LA HONGRIE

Le départ du dirigeant populiste aura plus d'effets immédiats dans l'Union européenne qu'en Hongrie.

Ce fut une victoire solide et sans appel. Péter Magyar s'apprête à être investi nouveau premier ministre de Hongrie les 9-10 mai puis à former son gouvernement, après avoir remporté haut la main les législatives du 12 avril dernier, seul contre Viktor Orban. Celui qui dirigeait le pays depuis seize ans n'a eu d'autre choix que de reconnaître sa lourde défaite le soir même. Tout ceci pourrait rester la chronique de vie politique d'un État de moins de dix millions d'habitants d'Europe centrale. Mais, dans l'Union européenne, l'interdépendance n'est pas qu'économique. Elle est aussi politique. Ce n'est pas seulement la Hongrie qui tourne la page Orban. Avec elle, c'est aussi l'Europe entière. Et même la première.

Signe de l'empressement européen, une délégation de la Commission européenne s'est rendue à Budapest tout juste cinq jours après les élections. Péter Magyar s'est engagé à lever les vetos hongrois dans plusieurs dossiers concernant directement l'Ukraine, à commencer par le prêt européen de 90 milliards d'euros à Kiev – auquel Orban avait dû se résoudre. Le nouveau premier ministre espère en retour que la Commission déblocquera les 18 milliards d'euros de fonds européens gelés en raison des violations répétées de l'État de droit, condamnées par la justice européenne.

Au-delà des précieuses sommes attendues, ce sont aussi les relations avec les autres pays européens que Péter Magyar entend normaliser. D'abord avec ses voisins. Son premier déplacement est annoncé pour Varsovie, où le premier ministre Donald Tusk a lui-même mis fin en 2023 à un gouvernement nationaliste irrespectueux de la séparation des pouvoirs. Les deux hommes appartiennent de surcroît à la même famille politique de centre-droit (PPE, Parti populaire européen), avec laquelle Orban avait rompu en 2021. Son successeur prévoit aussi de se rendre dans l'Autriche voisine. Et bien sûr à Bruxelles.

Au Conseil européen, qui réunit les chefs d'État et de gouvernement de l'Union, le climat pourrait un peu de se détendre. Par sa longévité continue au pouvoir, Viktor Orban en était devenu le doyen, usant et abusant de son droit de veto pour négocier. À la fin de son règne, les Vingt-Sept avaient pris l'ha-

bitude d'adopter les conclusions de leurs sommets à 26 devant l'impossibilité de compromis. Son successeur sera bien sûr un ferme défenseur des intérêts hongrois mais promet de se monter plus constructif. De ne plus manquer à l'obligation de « coopération loyale » à laquelle s'engagent les États membres de l'UE, pilier indispensable de la confiance qu'ils se doivent les uns aux autres. Sous Orban, la Hongrie agissait parfois pour le compte direct du Kremlin. Entre autres exemples, elle fit écarter le patriarche Kirill de la liste des personnalités russes sous sanction européenne. Dans ses échanges avec le ministère russe des affaires étrangères, Budapest fut accusé d'être devenu l'œil de Moscou.

Depuis la chute d'Orban, on s'interroge sur quel nouveau trouble-fête siègera à la table européenne. En Slovaquie, en République tchèque et dernièrement en Bulgarie, des dirigeants réputés eurosceptiques et pro-russes, sont actuellement au pouvoir. Mais aucun n'a la stature, ni les relais acquis par Orban au fil de ses quatre mandats consécutifs. De plus, sa chute se produit en même temps que la droite radicale européenne prend ses distances avec un trumpisme déjà déclinant, qu'elle applaudissait plus tôt. À l'instar, en Italie, de la présidente du Conseil, Giorgia Meloni. L'Europe devrait ainsi pouvoir faire plus naturellement montre d'unité dans sa quête d'autonomie stratégique à l'égard de puissances qui la ciblent comme ennemi.

Toutefois en Hongrie, la page Orban sera plus lourde à tourner. La restauration de l'État de droit s'annonce laborieuse. Mais pas impossible. Le nouveau premier ministre dispose de la majorité constitutionnelle des deux tiers nécessaire pour sortir d'un système clientéliste, de passations opaques de marchés publics, d'information contrôlée et de guerres culturelles – lesquelles instrumentalisaient sans vergogne le christianisme. Les Hongrois ont exprimé leur ras-le-bol de la corruption et leur déception envers une économie mal en point. En particulier les jeunes, à qui Péter Magyar doit en partie sa belle victoire. Les attentes de changement en sont d'autant plus pressantes d'ici aux prochaines législatives du pays, prévues dans seulement quatre ans.

*Sébastien Maillard
Conseiller spécial de l'Institut Jacques Delors*

JE SOUTIENS JUSTICE ET PAIX FRANCE, en faisant un don :

- par chèque bancaire à l'ordre de Justice et Paix – 58 avenue de Breteuil, 75007 Paris.
- par virement IBAN FR76 1820 6002 9412 8907 4400 188 / BIC : AGRIFRPP882
- DON euros
- Je souhaite recevoir un reçu fiscal.

Nom, Prénom :

Adresse :

CP : Ville :

Adresse e-mail :

JUSTICE ET PAIX FRANCE

58 avenue de Breteuil, 75007 Paris - Tél. 01 72 36 69 03 - justice.paix@cef.fr

Présidente : Sylvie Bukhari-de Pontual Évêque référent : Mgr Jacques Blaquart

Membres : Virginie Amieux - Maria Biedrawa - Catherine Billet - Pierre Blanc - Geneviève Colas - Cécile Dubernet - Patrice Dufour - Nayla Haddad - Marie-Noëlle Koyara - Sr Jeannette Londadjim - Dominique Quinio - P. Thierry Reveneau - Jean-Luc Rolland - Michel Roy - Dominique Serra-Coatanea - P. André Talbot - Denis Viénot - Philippe Zeller

Directrice de la publication : Sylvie Bukhari-de Pontual

Comité éditorial : Marc de Montalembert

Secrétariat de rédaction : Béatrix de Vareilles

Mise en page : Service Édition/Publication de la CEF

ISSN 1148-4705 - Dépôt légal : Mai 2026

Impression : Saxoprint eurl, Asnières